

Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, élu président du Mali avec 77,61% des voix (les 1ers échos de la presse)

(Dossier spécial sangonet.com)

Ibrahim Boubacar Keïta élu au Mali avec 77,61% des voix

Reuters 15 août 2013



BAMAKO (Reuters) - Ibrahim Boubacar Keïta a été élu président du Mali en recueillant 77,61% des voix lors du second tour du scrutin, dimanche dernier, a annoncé jeudi le gouvernement intérimaire malien.

La large victoire d'IBK devrait lui donner l'autorité nécessaire pour s'attaquer aux nombreux défis qui attendent le Mali, de la restauration de l'autorité de l'Etat à la paix avec les rebelles touaregs, en passant par la lutte contre la corruption et la relance de l'économie.

Son adversaire au second tour, Soumaïla Cissé, avait reconnu dès lundi sa défaite et félicité l'ancien Premier ministre, après avoir dénoncé des fraudes électorales.

Selon le ministre de l'Administration territoriale, le général Moussa Sinko Coulibaly, la participation au second tour s'est élevée à 45,78%, contre 49% au premier tour le 28 juillet. Quelque 6,8 millions de Maliens étaient appelés aux urnes.

David Lewis; Tangi Salaün pour le service français

Mali: le président Ibrahim B. Keïta élu avec 77,61% des voix

15 août 2013 à 13:30 - Par AFP –et Libération.fr



Ibrahim Boubacar Keïta vote à Bamako, le 11 août 2013 (Photo Issouf Sanogo. AFP)

Le nouveau président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, a été élu au 2^e tour de la présidentielle du 11 août avec 77,61% des voix contre 22,39% à son adversaire Soumaïla Cissé qui avait reconnu sa défaite dès le lendemain du scrutin, selon les résultats officiels publiés jeudi.

Le taux de participation à ce second tour a été de 45,78%, en baisse de trois points par rapport au premier tour du 28 juillet, et le nombre de bulletins déclarés nuls de près de 93.000 (contre près de 400.000 au premier tour), selon les chiffres rendus publics par le ministre malien de l'Administration territoriale (Intérieur), Moussa Sinko Coulibaly.

Sur 3.033.601 suffrages exprimés, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), cacique de la vie politique malienne de 68 ans, en a obtenu 2.354.693 contre 679.258 à Soumaïla Cissé, ancien ministre des Finances.

Au premier tour, IBK avait rassemblé près de 40% des suffrages contre un peu moins de 20% pour M. Cissé qui améliore son score de moins de trois points par rapport au premier tour.

IBK avait rallié pour le second tour 22 des 25 candidats éliminés le 28 juillet.

Dès lundi soir, au lendemain du second tour, Soumaïla Cissé avait reconnu sa défaite en se rendant en famille au domicile d'Ibrahim Boubacar Keïta à Bamako pour le féliciter et lui souhaiter «bonne chance pour le Mali».

Il avait annoncé mardi qu'au regard de «la fragilité» de la situation au Mali qui vient de traverser 18 mois de crise politique et militaire, il n'introduirait aucun recours devant la Cour constitutionnelle qui doit encore valider les résultats provisoires et définitifs donnés par le ministère de l'Intérieur.

Fort de son écrasante victoire, IBK, ancien Premier ministre dans les années 1990, va devoir maintenant s'atteler à relever et réconcilier un pays meurtri et plus que jamais divisé par la crise.

Cette crise avait débuté en janvier 2012 par une offensive de rebelles touareg dans le nord du pays, supplantés rapidement par des groupes criminels et islamistes armés liés à Al-Qaïda pour le contrôle de cette région, à la suite d'un coup d'Etat militaire qui, le 22 mars 2012, a renversé le régime du président Amadou Toumani Touré.

Les jihadistes ont laminé la rébellion touareg et l'armée malienne, commis d'innombrables exactions, avant d'être en grande partie chassés par l'intervention militaire franco-africaine toujours en cours.

Au Mali, "IBK" élu officiellement avec 77,61 % des voix

Le Monde.fr avec Reuters | 15.08.2013 à 13h15 • Mis à jour le 15.08.2013 à 13h27



Les résultats officiels de l'élection présidentielle au [Mali](#) ont été dévoilés, jeudi 15 août. Ibrahim Bouba Keita, dont la victoire était déjà reconnue, a officiellement obtenu 77,61 % des voix lors du second tour. Selon le ministère de l'administration territoriale, la participation s'est élevée à 45,78 %, contre 49 % au premier tour le 28 juillet.

Malgré les menaces d'attentats de groupes djihadistes, malgré la défiance, dans le nord du pays, de la minorité touareg, cette élection présidentielle s'est déroulée pacifiquement.

Cette large victoire devrait lui [donner](#) l'autorité nécessaire pour [s'attaquer](#) aux nombreux défis qui attendent le Mali, de la restauration de l'autorité de l'Etat à la paix avec les Touareg, en passant par la lutte contre la corruption et la relance de l'économie.

Mali : "IBK", le nouvel homme fort

LE MONDE | 31.07.2013 à 12h46 • Mis à jour le 13.08.2013 à 13h07 | Par Charlotte Bozonnet (Bamako, envoyée spéciale)



Le ton se voulait déjà solennel. "Quand vous sentez cette fusion profonde avec votre peuple, vous êtes un homme en paix." A la veille de l'élection présidentielle, le 26 juillet, Ibrahim Boubacar Keïta ("IBK") affichait sa sérénité. Vêtu d'un boubou bleu pâle, portant de fines lunettes, l'homme semblait bien un peu fatigué. De retour à Bamako après une campagne éreintante, il enchaînait les dernières interviews avant le scrutin, avec le sentiment d'être à deux doigts de la consécration : "Le [Mali](#), je le porte en moi."

A 68 ans, le Kankéletigui, ("l'homme qui n'a qu'une parole"), comme le surnomment ses partisans, avait raison d'être confiant. [Arrivé largement en tête du premier tour, il a devancé son rival Soumaïla Cissé au second, lundi 12 août, selon des résultats provisoires. M. Cissé a reconnu sa défaite.](#)

CINQ ANS À LA PRÉSIDENTENCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

IBK est issu du sérail. Natif de Koutiala, dans la région de Sikasso (sud), il a fait ses études supérieures en France, où il a passé vingt-six ans. Il enseignera, notamment, à l'université de Paris-I Tolbiac. Lorsqu'il rentre au Mali en 1986, le pays est en pleine effervescence contre la dictature de [Moussa Traoré](#), qui sera renversé en 1991. IBK devient alors l'un des plus proches collaborateurs d'[Alpha Oumar Konaré](#), le premier président de l'ère démocratique du pays. Il sera son directeur adjoint de campagne, son ministre des [affaires étrangères](#) et enfin son premier ministre de 1994 à 2000.

Au cours de ces six années, le gouvernement qu'il dirige mate les révoltes étudiantes et envoie des opposants en prison, notamment en 1997. Sa réputation d'homme à poigne se forge à ce moment. En 2000, écarté de l'investiture au sein de sa formation [politique](#) en vue de la présidentielle, IBK quitte l'Adema, le parti au [pouvoir](#), pour [fonder](#) le Rassemblement pour la République (RPM). Objectif de cette rupture : être élu à la présidentielle.

Il échouera deux fois, en 2002 et en 2007, face à ATT. En 2007, il obtient 19 % des voix au second tour. Il conteste ces résultats, dénonce des fraudes. Il n'est pas le seul, mais perd ce combat. Il gardera le goût amer d'une victoire volée, mais retient ses militants prêts à [descendre](#) dans la rue. Comme "lot de consolation", il est nommé à la tête de l'Assemblée nationale : il y restera cinq ans (2002-2007).

Alors qu'approche la présidentielle d'avril 2012, il fait figure de favori. Le putsch du capitaine Sanogo et ses hommes interrompt le processus le 22 mars. Dix-huit mois plus tard, après la prise du Nord qui le hérissé tant, puis l'intervention française qu'il n'accepte que du bout des lèvres, le voici de nouveau face à la possibilité de la victoire. Avant le vote, il avait averti : il était face à son "dernier combat".

Pour le [gagner](#), l'homme a mis en branle une machine très efficace. Avec une campagne de communication orchestrée par Havas et Voodoo, l'agence qui a accompagné Alassane Ouattara dans

le tumulte de l'élection en [Côte d'Ivoire](#) en 2010, IBK a été omniprésent. Ses affiches de campagne l'ont montré tour à tour en costume à l'occidentale, en grand-père bienveillant ou en bon musulman. L'homme veut [faire](#) oublier sa réputation de noceur, héritée de ses années parisiennes. A présent, ses références à la religion sont constantes. *"C'est le candidat socialiste et il a fait la campagne la plus conservatrice"*, souligne une source diplomatique.

"JE SUIS SOUTENU PAR L'[ARMÉE](#) MALIENNE DANS SON INTÉGRALITÉ"

Ses liens avec les militaires suscitent des interrogations. Lors du putsch en mars 2012, il est le seul dirigeant à ne pas [avoir](#) été inquiété par la junte. Des passerelles discrètes ont-elles été ouvertes entre putschistes et conseillers de l'ex-premier ministre ? *"Je ne suis pas soutenu par les militaires, je suis soutenu par l'[armée](#) malienne dans son intégralité"*, affirme-t-il à présent, avant d'[ajouter](#) en passant à cette troisième personne du singulier qu'il utilise pour [solemniser](#) ses propos : *"IBK est [fier](#) de ce soutien des forces armées et des forces de sécurité du Mali, tous corps confondus."*

Pendant sa campagne, il a surtout reçu l'appui de l'organisation religieuse Sabati, proche du [Haut Conseil](#) islamique du Mali. Cela augure-t-il d'une remise en cause de la laïcité du Mali ? *"Je ne me serais jamais plié à une telle exigence"*, affirme-t-il.

Membre de l'Internationale socialiste, [Ibrahim Boubacar](#) Keïta est lié avec [Laurent Fabius](#), [François Hollande](#) et se dit proche de [Manuel Valls](#). Cela en fait-il le "candidat de la France" ? Il s'en défend. Paris a poussé pour que les élections soient organisées au plus vite au Mali. Ce calendrier a été désavoué par un responsable politique malien comme Tiébilé Dramé, qui le jugeait, comme d'autres, précipité. Pour IBK, la date des élections a été choisie par les Maliens : *"Ce n'est pas François Hollande, ce n'est pas Laurent Fabius, ce n'est pas Jean-Yves Le Drian qui l'ont décidée. On me sait membre de l'Internationale socialiste, mais avec aucun de ces hommes précités, nous n'avons parlé de mon sort."*

Pendant la campagne, il s'est posé en garant de l'unité du Mali, dans un pays traumatisé par la menace de partition de 2012. Ces deux derniers mois, il s'est rendu dans les trois villes du nord : Tombouctou, Gao et Kidal. En 2006, il avait contesté les accords d'Alger signés avec les rebelles touareg du Nord, en affirmant que certaines de ses dispositions remettaient en cause la souveraineté nationale. Dans le Mali d'ATT, le Guide libyen, [Mouammar Kadhafi](#), exerçait une forte influence.

Avec IBK, le ton promet de [changer](#). Les grandes décisions, désormais, seront prises à Bamako. *"Il a su [incarner](#) l'attente des Maliens pour la restauration de l'Etat"*, explique un observateur européen. *"Le Mali a besoin d'un homme d'Etat qui lui redonne sa fierté"*, répétait IBK en fin de campagne. Un discours qui semble répondre aux attentes du pays. Se souvenant de la répression des années 1990 contre les étudiants, certains ne cachent pas leur crainte de [voir](#) un jour cette autorité se [transformer](#) en autoritarisme.

Dans l'immédiat, l'ex-premier ministre insiste sur son intention de [changer](#) les pratiques politiques, et affirme : *"Cet homme, IBK, n'a jamais manqué à l'honneur, détourné un centime ni trompé son peuple, cet homme est réputé [savoir](#) défendre l'intérêt du Mali devant n'importe quel interlocuteur, d'où qu'il vienne, de quelque pays qu'il fût et sans complexe aucun."*

Charlotte Bozonnet (Bamako, envoyée spéciale)

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/07/31/ibk-ancien-premier-ministre-se-pose-en-nouvel-homme-fort-du-mali_3455700_3212.html

MALI -

Article publié le : jeudi 15 août 2013 à 12:57 - Dernière modification le : jeudi 15 août 2013 à 13:06

Mali: IBK sur le parvis du palais de Koulouba



Ibrahim Boubacar Keïta, IBK, à Bamako, 25 juillet 2013.
RFI/Pierre René-Worms

Par **Francis Kpatindé**

<http://www.rfi.fr/afrique/20130815-mali-ibrahim-boubacar-keita-president-palais-koulouba>

Élu, après deux tentatives infructueuses, en 2002 et 2007, l'ancien Premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta devient le troisième président de la République depuis la restauration du multipartisme, au début des années 1990, et le cinquième depuis l'indépendance. Portrait d'un leader politique atypique.

Ses proches l'assurent, la main sur le cœur : à l'image du vizir Iznogoud, de la bande dessinée bien connue, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) rêvait depuis deux décennies de devenir calife à la place du calife. Mais, calculateur et habile manœuvrier, il a su refréner le feu qui couvait en lui, taire ses ambitions, en acceptant de servir un autre, le président Alpha Oumar Konaré, dont il fut le Premier ministre sans discontinuer de 1994 à 2000. Un record !

Puis, il a claqué la porte, recouvré sa liberté de manœuvre, avant d'aller sous ses propres couleurs à la conquête du pouvoir. Après deux déconvenues électorales successives, en 2002 et 2007, il réalise enfin son vieux rêve et s'installe pour cinq ans dans le fauteuil occupé, avant lui, par Modibo Keita, Moussa Traoré, Alpha Oumar Konaré et Amadou Toumani Touré (ATT).

La troisième tentative fut donc la bonne pour ce sexagénaire rondouillard, volontiers gouailleux et que beaucoup surnommaient, il y a quelques années encore, « *le Michel Rocard malien* », à cause d'une accumulation de rendez-vous manqués avec l'Histoire et, surtout, pour sa grandiloquence et ses phrases interminables.

Un socialiste aux accents gaullistes

Originaire de la région de Sikasso, la plus peuplée et le premier vivier électoral du Mali, ce titi parisien, produit d'une jeunesse torride en partie passée en France, séducteur impénitent passant avec prestance du costume européen au boubou national, prend les rênes d'un pays meurtri par le putsch du 22 mars 2012 et la guerre contre des groupes jihadistes dans sa frange boréale.



Le candidat IBK en campagne avant le premier tour. RFI/Pierre René-Worms

Bon coup de fourchette, amateur de bonnes cuvées et, à l'occasion, de jus d'*okoumé* (champagne), ce mordu de salsa sait courtiser les chefs religieux et prend toujours soin, en public, d'avoir son chapelet de prière à portée de main. Normal dans un Etat laïc majoritairement musulman dont la population pratique, depuis des siècles, un islam tolérant. L'ancien directeur pour le Mali de l'ONG française Terre des Hommes a le rire contagieux, un boniment du forain et un sens prononcé de la formule, des bons mots généralement empruntés aux auteurs classiques français et, parfois, plus étonnant pour un « socialiste », au général de Gaulle.

« L'homme de parole »

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Le boute-en-train qui soufflera ses soixante-neuf bougies le 25 janvier prochain est aussi un baroudeur qui sait faire preuve, à l'occasion, d'autorité, sinon de fermeté. Les élèves grévistes qui ont mis ses nerfs à rude épreuve en ont eu un aperçu lorsque, Premier ministre, il décida urbi et orbi de fermer l'ensemble des établissements, avec pour conséquence l'invalidation de l'année scolaire 1993-1994. Il fit montre de la même intransigeance face à la fronde des travailleurs et des conducteurs de *dourounis*, les minicars de transport urbain, qui avaient décidé de paralyser la ville de Bamako. Au sortir de ces différentes épreuves naquit la réputation d'un IBK, « homme à poigne ».



Devant le siège de campagne d'IBK, après l'annonce des premières tendances. RFI/Pierre René-Worms

Aux antipodes de cette ligne dure, ce fut un autre homme, rebaptisé pour les besoins de la cause « IBK, le *kankérentiki* » (« *L'homme de parole* », en bambara) qu'on retrouva, cette année, promettant le nirvana et la résurrection à des compatriotes en désarroi et à une nation en pleine crise de confiance, avec une campagne autour de thèmes pour le moins lisses et consensuels : la santé, l'éducation nationale, l'unité territoriale, la sécurité. Il doit sa victoire à une combinaison de facteurs à mettre sur le compte de l'actualité brûlante et de son coefficient personnel.

Le putsch du 22 mars et la guerre qui s'en est suivie dans les trois régions septentrionales auront ainsi beaucoup pesé dans le choix des électeurs qui semblent avoir jeté leur dévolu sur le candidat incarnant le mieux, à leurs yeux, le besoin d'ordre et la défense de l'unité du territoire. C'est du moins l'analyse de l'universitaire Albert Bourgi, ami de longue date d'IBK, présent à Bamako lors du scrutin : « *Les Maliens étaient dans le désarroi total. Il fallait les sortir du trou, leur redonner confiance. IBK, qui a le double avantage d'être le seul des candidats en lice à justifier d'une expérience de haut niveau à la tête de l'exécutif et du législatif apparaissait tout naturellement comme l'homme de la situation. Soumaïla Cissé aurait pu l'emporter si nous nous étions trouvés dans la configuration d'un rendez-vous électoral normal avec, pour principales préoccupations, les questions économiques...* »

Une « éponge », capable d'absorber le tout-venant

Autre facteur qui aura compté : le « système IBK », lequel repose sur une série de cercles concentriques qui lui ont permis, subrepticement, de mailler le pays et de rallier à sa cause même ceux qui, il n'y a pas longtemps encore, brocardaient les travers de ce lève-tard et sa méconnaissance

supposée des grands dossiers économiques lorsqu'il était à la tête du gouvernement. Au cœur de ce dispositif, on retrouve la fratrie de Koutiala (la ville natale, située dans la région de Sikasso), mais aussi celle de l'axe Bourem-Gao, région d'origine de sa très active épouse, Aminata Maïga-Kéïta, présidente d'une fondation s'occupant, entre autres, des questions d'environnement et, ce qui ne gâche rien, fille d'Attaher Maïga, l'un des pères de l'indépendance du Mali et longtemps ministre des Finances de Modibo Keïta.

Dans les cercles suivants se bousculent les amis, les compagnons de route et autres fidèles des premiers jours, des opérateurs économiques, des officiers putschistes du 22 mars, des hommes d'affaires, des notables, bien souvent issus des « grandes familles », des chefs religieux, des chefs d'Etat africains, pourtant rétifs, pour nombre d'entre eux, à toute alternance politique dans leur pays. Mais aussi des alliés ou ralliés qu'ils soient du cru, originaires d'autres pays africains ou de France, pour beaucoup intéressés ou sensibles à la propension d'IBK à renvoyer l'ascenseur.

A la confluence d'un tel maillage, rien de ce qui se passe dans le village malien, dans la région et, même, au-delà n'était étranger au *kankélentiki*. Et le champ, au bornage incertain, de cet homme que certains comparent volontiers à une véritable « éponge », capable d'absorber le tout-venant, devenait à ce point vaste que Koulouba était tout naturellement à sa portée...

Article publié le : mardi 23 juillet 2013 à 21:53 - Dernière modification le : mardi 13 août 2013 à 18:08

Les grandes dates de la crise malienne



REUTERS/Joe Penney

Par [Tirthankar Chanda](#)

Pays enclavé du Sahel, le Mali (1 240 000 km²) est frontalier de l'Algérie, du Niger, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Sénégal et de la Mauritanie. Ce pays compte 13 millions d'habitants, dont 70% vivent en milieu rural. Regroupé au sein de l'Afrique occidentale française, le Mali accède à l'indépendance en 1960. Modibo Keita, le premier président élu après l'indépendance est renversé en 1968 par le lieutenant Moussa Traoré. Le régime militaire mis en place par ce dernier durera 23 ans, jusqu'à l'organisation des élections démocratiques en 1992 sous la pression de la rue et de la communauté internationale. Sous les présidences successives d'Alpha Oumar Konaré (1992-2002) et d'Amadou Toumani Touré (2002-2012), le Mali s'impose comme une démocratie modèle et sert d'exemple aux autres pays du continent. Mais la démocratie malienne est mise à mal dès le début des années 2010 par des rébellions dans le nord-est du pays où la population touarègue revendique l'autodétermination. La lutte armée des rebelles touaregs se radicalise, à la faveur du déversement dans le pays des armes provenant de la guerre civile libyenne de 2011. La rébellion bénéficie aussi du soutien des islamistes qui ont infiltré le nord du pays à la faveur du chaos qui y régnait depuis l'affaiblissement du pouvoir central malien.

17 janvier 2012 : Coup d'envoi de la lutte armée des rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), avec l'attaque sur les positions armées maliennes et la prise d'Aguelhok, dans le nord du pays.

22 mars 2012 : Renversement par des militaires maliens du régime du président Amadou Toumani Touré, accusé d'incompétence dans la lutte contre la rébellion touarègue et les groupes islamistes dans le nord. La Constitution est suspendue.

2 avril 2012 : Proclamation de sanctions et d'embargo total contre le Mali par la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest). L'Union africaine à son tour sanctionne le régime militaire malien issu du coup d'Etat (3 avril).

6 avril 2012 : Déclaration de l'indépendance de l'Azawad, territoire dans le nord du pays, par les rebelles touaregs, soutenus par le groupe islamiste Ansar Dine. Les villes importantes de Kidal, de Gao et Tombouctou passent aux mains des rebelles.

12 avril 2012 : Investiture du président Dioncounda Traoré comme président de transition dans le cadre de l'accord signé par la junte avec la Cédéao, prévoyant le transfert du pouvoir aux civils.

21 mai 2012 : Agression de Dioncounda Traoré dans son bureau du palais présidentiel de Kolouba par des manifestants proches des militaires hostiles à son maintien au pouvoir. Il est hospitalisé et part se faire soigner à Paris.

27 mai 2012 : Fusion du MNLA avec les islamistes d'Ansar Dine et proclamation d'un Etat islamique indépendant au nord du Mali régi par la charia. Quelques jours plus tard, le MNLA dénonce l'accord avec les islamistes estimant que la charia est contraire à ses valeurs.

28 juin 2012 : Départ de Tombouctou des rebelles touaregs du MNLA. Les islamistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) prennent le contrôle total de Gao après en avoir chassé les indépendantistes touaregs.

30 juin 2012 : Début de la destruction de mausolées et de lieux saints de l'islam à Tombouctou par les islamistes. Ces destructions surviennent deux jours après l'inscription de Tombouctou sur la liste du patrimoine mondial en péril.

11 juillet 2012 : Contrôle par les islamistes de la totalité du nord du pays où la loi islamique régit la vie publique. Les voleurs sont condamnés à l'amputation de la main et les adultères à la mort par lapidation.

20 août 2012 : Annonce par le Premier ministre Cheick Modibo Diarra de la composition d'un gouvernement d'union nationale, sous l'égide du président Dioncounda Traoré de retour à Bamako après sa convalescence parisienne. Le gouvernement comprend plusieurs personnalités proches des putschistes, ainsi qu'un ministre touareg.

1er septembre 2012 : Consolidation par les islamistes de leurs positions dans le Nord. Ils prennent le contrôle de la ville de Douentza, dans la région de Mopti.

4 septembre 2012 : Réclamation par le président Traoré d'une intervention des forces militaires d'Afrique de l'Ouest pour reconquérir le Nord.

11 décembre 2012 : Démission du Premier ministre, Cheick Modibo Diarra, suite à son arrestation par des soldats de l'ex-junte militaire.

20 décembre 2012 : Feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre de la résolution 2085, autorisant le déploiement par étapes de la Misma (Mission internationale de soutien au Mali), réclamé par le Mali et approuvé par la Cédéao.

10 janvier 2013 : Début de l'offensive des islamistes vers le sud du pays. Quelque 1 200 combattants islamistes s'emparent de Konna, menaçant de continuer leur offensive vers le Sud. Le président Traoré sollicite l'aide militaire de la France. L'ONU demande un « *déploiement rapide* » de la force internationale devant la « *grave détérioration de la situation* ».

11 janvier 2013 : Lancement de l'intervention militaire française dans le cadre d'une opération baptisée « Serval ». Avec le soutien de la France, l'armée malienne lance une contre-offensive de grande envergure et réussit à reprendre aux insurgés islamistes le contrôle de Konna (le 18 janvier), Diabali et Douentza (le 21 janvier), Gao (le 26 janvier), Tombouctou (le 30 janvier).

16 janvier 2013 : Répercussions en Algérie où des islamistes attaquent une installation gazière (In Amenas), affirmant agir « *en réaction à l'ingérence de l'Algérie* » qui a autorisé l'aviation française à survoler son territoire. Les forces algériennes mènent l'assaut. Bilan : 37 otages étrangers et 29 jihadistes tués.

18 janvier 2013 : Début du déploiement des premiers contingents de la Misma.

29 janvier 2013 : Ouverture de la conférence de donateurs internationaux à Addis-Abeba : au total, 455 millions de dollars sont promis, principalement pour financer l'opération militaire.

02 février 2013 : Visite du président français, François Hollande, à Bamako et Tombouctou.

02 avril 2013 : Début de la formation des soldats maliens par des instructeurs militaires européens. Objectif : restructurer l'armée malienne.

27 mai 2013 : Le premier tour de la présidentielle est fixé au 28 juillet sur tout le territoire malien, y compris dans le Nord.

18 juin 2013 : Signature à Ouagadougou (Burkina Faso) d'un « accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix au Mali » entre les autorités de transition et les rebelles touaregs.

01 juillet 2013 : Installation de la Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali (Minusma) composée de 12 600 casques bleus chargés de stabiliser le Nord. Elle prend le relais de la Misma.

FRANCE / MALI -

Article publié le : mardi 23 juillet 2013 à 15:21 - Dernière modification le : mardi 23 juillet 2013 à 17:00

Mali: le retour de la Françafrique?



François Hollande et Dioncounda Traoré à Tombouctou, le 2 février 2013.
AFP / FRED DUFOUR

Par **Christophe Boisbouvier**

Depuis le lancement de l'opération Serval au Mali, c'est la lune de miel entre Bamako et Paris. Pour entretenir la flamme, la France n'a pas hésité à sacrifier ses vieux alliés touaregs. Mais attention ! Le forcing de Paris pour que les dirigeants maliens organisent la présidentielle avant la fin du mois de juillet pourrait casser la bonne entente entre les deux capitales. Après Serval, où en sont les relations franco-africaines... Va-t-on vers une Françafrique « new look » ? Ou est-ce une nouvelle page qui s'ouvre ?

De notre envoyé spécial à Bamako

Un président français qui déclare à Bamako, le 2 février : « *C'est le plus beau jour de ma vie politique* ». Son épouse qui est reçue à Bamako, le 15 mai, aux cris de « Merci Maman Valérie ». Des T-Shirts à l'effigie de François Hollande sur le grand marché de Bamako. Des nouveau-nés qu'on baptise « François Hollande »... Il est loin, le temps où Modibo Keita disait non au général de Gaulle et oui aux Russes, le temps où Alpha Oumar Konaré boudait Jacques Chirac à Dakar, et le temps où Amadou Toumani Touré tenait tête à Nicolas Sarkozy sur le dossier des sans-papiers maliens en France. Aujourd'hui, il ne se passe pas un mois sans que François Hollande et Dioncounda Traoré se jettent dans les bras l'un de l'autre. Depuis le début de l'opération militaire française « Serval » au Mali, le 11 janvier, et plus encore depuis le succès de l'offensive contre les jihadistes dans l'Adrar des Ifoghas – avec, il est vrai, le soutien décisif de l'armée tchadienne –, c'est la lune de miel entre Bamako et Paris.

La question touarègue risque-t-elle de tout gâcher ? Au début de l'opération Serval, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, n'a pas caché que les officiers de son état-major au Nord-Mali avaient des « *relations fonctionnelles* » avec les [rebelles touaregs du MNLA](#) (Mouvement national de libération de l'Azawad) dans le but de pister l'ennemi jihadiste, et surtout dans l'espoir de libérer les otages français enlevés dans la région. Quelques figures politiques maliennes ont alors haussé le ton. [Ibrahim Boubacar Keita \(IBK\)](#) – l'un des favoris de la présidentielle du 28 juillet – a déclaré : « *Pourquoi la France a-t-elle donné l'impression de bloquer la situation en faveur du MNLA ? D'empêcher la réunification du Mali ? Je ne sais pas, mais j'en suis malheureux, moi dont l'arrière grand-père est mort pour la France à Verdun* ». [Choguel Maïga](#), un autre candidat à la présidentielle, a lancé : « *En quelques semaines, grâce à Serval, François Hollande a réconcilié l'Afrique et la France, là où une action diplomatique aurait pris plusieurs années. Mais il ne faut pas que, par une alliance avec un petit groupe d'aventuriers, la France dilapide ce capital exceptionnel* ».

Paris fait du « forcing »

Visiblement, François Hollande a entendu le message. [Le 5 juin, en recevant le prix Houphouët-Boigny au siège de l'Unesco à Paris](#), il a eu cette phrase : « *Aucun groupe armé ne peut rester armé au Mali* ». Au même moment, [l'armée malienne reprenait au MNLA la localité d'Anefis](#), sur la route de Kidal, sans que Paris s'y oppose. La vérité, c'est que, depuis la reconquête du Nord-Mali et l'échec des tentatives de libération des otages, la France n'a plus besoin de l'aide des rebelles touaregs. En coulisses, elle a donc expliqué à ses vieux amis touaregs que, en cas de conflit militaire, elle serait obligée de choisir le camp de Bamako. Le 18 juin, après de fortes pressions, le MNLA a signé à Ouagadougou [un accord](#) qui prévoit le cantonnement de ses combattants et n'exonère pas ses chefs de poursuites judiciaires. Sur ce point, le président de la transition malienne, Dioncounda Traoré, et son négociateur [Tiébilé Dramé](#) n'ont pas lieu de se plaindre de François Hollande. L'ami français a pesé de tout son poids en faveur d'un retour des autorités maliennes dans le fief touareg de Kidal.

Mais il reste une autre question : le forcing de Paris pour l'élection à la date du 28 juillet peut-il casser la belle entente franco-malienne ? Rien n'est exclu. Comme le révèle *Jeune Afrique* ce 22 juillet, Dioncounda Traoré a décidé, fin juin, de repousser le premier tour au 28 octobre, et le second au 10 novembre. Selon une bonne source recueillie par RFI, le 28 juin, il a voulu alors dépêcher son Premier ministre, Diango Cissoko, à Abidjan et Paris pour en informer ses partenaires. Et ce n'est que sous la forte pression de la France et de la Côte d'Ivoire qu'il a renoncé à son projet et confirmé finalement la date du 28 juillet. Le président de la transition le dit publiquement : « *L'élection à cette date sera imparfaite* ». Faute de temps pour réviser les listes et distribuer les cartes, beaucoup de Maliens du nord et de l'étranger ne pourront pas voter. Face à l'insistance des partenaires du Mali, le président de la transition et [les 27 candidats actuels](#) se sont fait une raison. Mais Tiébilé Dramé, lui, dénonce

depuis plusieurs semaines un scrutin qui ne sera « *ni libre ni équitable* ». [En signe de protestation, il s'est retiré de la course](#). Le 10 juillet, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a lâché avec son ironie mordante : « *Je ne suis pas sûr que les candidats qui disent qu'il y a tel ou tel problème soient les principaux* ».

Evidemment, Tiébilé Dramé s'est senti visé. « *Cela veut dire que monsieur Fabius s'immisce dans la vie politique intérieure de notre pays, qu'il détermine à l'avance qui sont les poids lourds et qui ne le sont pas* », a-t-il répliqué. Et avec le même mordant, il a lâché : « *Je constate que Laurent Fabius est devenu le directeur des élections au Mali* ». Pique contre pique. Le ton monte, et la réponse du Quai d'Orsay – « *La date des élections a été fixée par les Maliens eux-mêmes* » – ne convainc personne à Bamako. Tous les Maliens ont en mémoire [cette petite phrase de François Hollande, le 28 mars](#) : « *Nous voulons qu'il y ait des élections au Mali avant la fin du mois de juillet, et ça, nous serons intraitables là-dessus* ».

« **Le vrai Hollande l'Africain** »

Pourquoi ce forcing de Paris ? Parce que François Hollande a une hantise : l'enlèvement. Depuis le 11 janvier, la France a déjà perdu six hommes au Mali. A la fin de l'année, il restera encore un millier de soldats français sur le terrain. L'Elysée ne veut pas que ce pays devienne pour la France ce que l'Afghanistan est devenu pour les Etats-Unis. Un piège sans fin. François Hollande cherche donc une solution politique au plus vite. Selon lui – et selon la Maison Blanche –, seul un président élu aura la légitimité nécessaire pour faire la paix avec les groupes armés du nord et neutraliser définitivement les ex-putschistes de mars 2012. D'où cette élection au pas de charge. Sans doute la France fait-elle aussi le calcul qu'il vaut mieux tenter de régler le problème malien avant la rentrée scolaire de septembre et le retour au Mali de plusieurs centaines d'expatriés qui sont actuellement en vacances... Comme Tiébilé Dramé, [International Crisis Group](#) craint que cette précipitation ne conduise à un scrutin « *bâclé et chaotique* » et n'ajoute de la crise à la crise. Si l'élection se passe bien, cette polémique sera vite oubliée et François Hollande aura réussi son pari. En revanche, si elle se passe mal, le gain politique de Serval risque d'être « *dilapidé* », comme dit [Choguel Maïga](#).

Cette affaire malienne est-elle révélatrice ? Le vrai « Hollande l'Africain » est-il mitterrandiste et conservateur ? C'est ce que croient certains mouvements anticolonialistes. Le 14 juillet, en voyant des troupes africaines défilier sur les Champs-Élysées, [l'association française Survie](#) s'est écriée : « *C'est de la Françafrique new look. Paris veut relégitimer sa présence militaire en Afrique* ». Mais beaucoup répliquent que, face à la menace jihadiste sur Bamako, François Hollande n'avait pas d'autre choix que d'intervenir. D'ailleurs, au Mali comme en France, tout le monde ou presque a applaudi. Et sur la scène internationale, [seul le président égyptien de l'époque, le Frère musulman Mohamed Morsi, s'y](#)

est opposé. « *Le cas malien est exceptionnel* », dit un conseiller du président français. « *Le vrai Hollande l'Africain, c'est celui qui refuse d'envoyer des troupes en Centrafrique pour sauver le régime de Bozizé menacé par les rebelles de la Seleka* ». De fait, François Hollande ne veut plus que la France soit le gendarme de ses anciennes colonies. « *Ce temps-là est terminé* », a-t-il lâché à la fin de 2012. En décembre prochain, le chef de l'Etat français invitera tous ses homologues africains à Paris pour assister à un sommet sur la sécurité en Afrique. Y verra-t-on l'Afrique de papa ou une nouvelle relation nord-sud ? C'est sans doute à ce moment-là que le vrai Hollande se dévoilera.

FRANCE / MALI -

Article publié le : vendredi 12 juillet 2013 à 14:23 - Dernière modification le : vendredi 12 juillet 2013 à 14:34

France: Serval à l'honneur pour le 14-Juillet



Les militaires de la force Serval présentent leur fanion.
RFI/Pierre René-Worms

Par [Léa Ticlette](#)

Soixante-quatre soldats maliens envoyés par Bamako ouvriront cette année le défilé militaire du 14-Juillet sur les Champs-Élysées à Paris. Derrière eux, douze nations africaines qui participent à Serval seront représentées, comme le Tchad, le Burkina Faso, la Guinée ou encore le Bénin. Le 11 janvier dernier, la France a pris la tête de l'opération Serval pour repousser l'offensive des groupes armés islamistes venus du nord du Mali.

Cette année, en plus de la revue des troupes et de la démonstration de force que peut être le 14-Juillet, le défilé sera aussi l'occasion d'illustrer la bonne coopération des troupes françaises avec les troupes étrangères.

Dans le cadre de l'[opération Serval](#), la France a pris les commandes de toutes les opérations et est devenue pour la première fois leader d'une opération internationale. À la France donc d'établir une chaîne de commandement et d'avoir sous sa responsabilité les opérations des autres nations engagées.

Côté français, le défilé devra donc avant tout servir à démontrer l'utilité des dépenses dédiées à l'armée depuis le début des opérations. Mais pas seulement. « *L'intérêt [du 14-Juillet] c'est de montrer aux Français d'abord que la nation fait des efforts pour équiper ses armées et de montrer que tout cet argent n'est pas dépensé en pure perte, mais pour avoir à la disposition du président de la République et des autorités françaises un outil qui leur permet d'affirmer la puissance de la France* », explique le général Jean-Jacques Borel, chef d'état-major du commandement de la défense aérienne et commandant de la composante aérienne de l'opération Serval.

Le rôle de la France

Cet outil a été fortement mis à contribution pour les opérations au Mali, avec notamment des raids aériens très longs. Justement, du côté des colonels d'Afrique de l'Ouest, venus mener leurs troupes sur les Champs-Élysées, l'accent est mis sur la nécessité du soutien matériel des Français pendant les opérations, et sur le rôle de leader joué par la France pendant ces sept derniers mois. « *Le 14-Juillet, avec tout ce contingent, montre aussi le rôle de locomotive de l'armée française dans ses engagements avec les États africains. C'est surtout son soutien en terme d'équipements et sa grande expérience qui viennent s'ajouter aux actions des forces armées africaines* », remarque ainsi le lieutenant-colonel sénégalais Boubakar Touré.

L'invitation de la France à ses alliés africains était donc logique, voire nécessaire. Et toutes ces délégations partagent la même fierté de participer à ce défilé militaire. La préparation est d'ailleurs intense : défilé à l'aube sur les Champs, puis deux à trois passages en cadence sur la piste de Satory, près de Versailles, qui a les mêmes dimensions que la plus belle avenue du monde. Objectif : s'assurer que tout le contingent marche bien du même pas et dans le bon alignement le jour J. Le colonel Elisée Jandau se dit ainsi « *très content et très fier de participer à cette fête de l'armée et de la nation française.* »

Un défilé polémique

Sur les Champs, défileront donc 64 Maliens qui ont servi depuis janvier sur leur propre territoire et 12 autres formations, chacune de neuf soldats, venus des pays qui ont coopéré à la mission de stabilisation du Mali : la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Libéria, et la Sierra Leone. Cette dernière ne participe pas à la mission

des Nations unies pour la stabilisation du Mali, et ne sera donc pas représentée dans le carré de la Minusma le 14-Juillet, formé par 50 hommes qui défilent sous béret bleu de l'ONU.

Autre pays invité à défilé aux côtés de nos soldats, le Tchad. Il a envoyé 2 000 hommes au Mali pour lutter contre la rébellion islamiste. Pourtant, depuis cette participation à la Misma, de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer une répression accrue et la crainte grandissante de l'opposition au président Idriss Déby, et des journalistes, d'être arrêtés ou tout simplement de disparaître. Pour les ONG, cette invitation faite au Tchad pour le 14-Juillet est une nouvelle preuve que Idriss Déby est devenu une personne fréquentable pour François Hollande, l'allié même de la France, ce qui renforce son impunité chez lui.

CLIQUER POUR CONSULTER LE DIAPORAMA :



Il est cinq heures, Paris s'éveille, les soldats du maintien de la paix sur le territoire malien foulent le pavé parisien.
RFI/Pierre René-Worms

<http://www.france24.com/fr>

« DE GAULLE » AFRICAIN - 13/08/2013 à 12h06

Mali : six choses que vous ignorez sûrement sur « IBK », le nouveau Président

Nolwenn Le Blevennec | Journaliste 



Ibrahim Boubacar Keïta dans un bureau de vote à Bamako, le 11 août 2013 (Thomas Martinez/AP/SIPA)

L'ancien Premier ministre [Ibrahim Boubacar Keïta](#) (surnommé « IBK ») est le nouveau Président du Mali. Sous l'étiquette « Rassemblement pour le Mali », il a battu au second tour son adversaire Soumaïla Cissé. Dans un premier temps, ce dernier a contesté la victoire. Finalement, ce lundi soir, Cissé est allé rendre visite au nouveau Président [avec épouse et enfants](#).



[Soumaïla CISSE @Soumailacisse](#)

Ma famille & moi-même sommes partis chez M. Keita, futur président du Mali, le féliciter pour sa victoire. Que Dieu bénisse le [#Mali](#)
[11:44 PM - 12 Août 2013](#)

Son élection, après deux échecs successifs en 2002 et 2007, met fin à la plus grande crise de l'histoire du Mali.

Celle-ci a débuté en janvier 2012, par une offensive de rebelles touareg dans le nord du pays, suivie en mars 2012 par un coup d'Etat qui a renversé le Président élu, Amadou Toumani Touré. Des groupes criminels et des djihadistes ont ensuite pris le pouvoir au nord du pays. Ils ont été chassés en 2013 par une [intervention militaire internationale](#), lancée par la France, toujours en cours.

IBK doit maintenant redresser le pays.

1 « L'homme qui n'a qu'une parole »

Né le 29 janvier 1945 à Koutiala (sud), Ibrahim Boubacar Keïta a fait des études de sciences humaines au Mali, au Sénégal et en France. Au début des années 80, il est un conseiller du Fonds européen de développement (FED), puis chef d'un projet de développement dans le nord du Mali.

En 1992, Alpha Oumar Konaré, premier Président de l'ère démocratique, lui confie plusieurs postes à responsabilités : conseiller, ambassadeur en Côte d'Ivoire, ministre des Affaires étrangères (1993-1994), puis Premier ministre de 1994 à 2000.

Comme chef du gouvernement, Ibrahim Boubacar Keïta doit gérer une crise scolaire et des grèves qui paralysent le Mali. Il fait durement réprimer les grévistes, et fermer les écoles, décrétant une « année blanche » pour la période scolaire 1993-1994. Il ferraille également contre les opposants au régime de Konaré, resté dix ans au pouvoir, de 1992 à 2002.

Pendant ces années, il s'est construit une image de fermeté (malgré la rondeur de son tempérament), qualité que les Maliens estiment nécessaire pour restaurer l'Etat de droit.

Ses partisans [le surnomment](#) « Kankéletigui », l'homme qui n'a qu'une parole.

2 La carte de l'islam et du bonheur

Au Mali – une république laïque –, l'islam est traditionnellement de rite malékite, ouvert. Mais à mesure que les structures de l'Etat se sont délitées, des courants religieux plus radicaux ont grandi. Durant la campagne présidentielle au Mali (en plein ramadan), le nouveau Président a joué la carte de l'islam dans un pays musulman à 95%.

IBK ne commence jamais ses meetings sans déclamer quelques versets du Coran, et ponctue ses discours d'« inch'Allah » repris par la foule. Cela lui vaut le surnom (un énième), « Ladjji » – pour El Hadj, ceux qui ont fait le pèlerinage à La Mecque.

IBK a aussi reçu le soutien du Haut conseil islamique, une institution représentative des organisations musulmanes au Mali, conservatrice et de plus en plus influente sur la scène politique.

Certains de ses adversaires sourient. Le positionnement leur semble opportuniste chez cet homme de 68 ans, décrit par ses proches comme un amateur de bonne chère et de vins délicats.

Dans un entretien vendredi à l'AFP et à la Radio télévision suisse romande (RTS), IBK a déclaré que quand « on veut le bonheur des Maliens, il faut soi-même être imprégné du bonheur et croquer la vie à pleines dents ».

3 Un autre « De Gaulle » africain

Le candidat imite souvent la façon de parler du général qu'il admire. Il dit par exemple, dans un style gaullien, qu'il a « une certaine idée du Mali » et qu'il veut restaurer « l'honneur » du pays.

IBK a aussi fait campagne sur des thèmes perçus comme gaullistes [par la presse française](#) : « Etat fort, exacerbation du sentiment national, mépris affiché des intérêts partisans. »

La comparaison entre le nouveau Président et le général de Gaulle est devenue [un marronnier](#). Durant sa campagne pour la présidentielle, IBK avait affirmé que son objectif prioritaire était la « réconciliation » d'un Mali profondément divisé. Il n'a pas particulièrement fait une campagne de terrain, mais il a été le premier des candidats à se rendre à Kidal, chef-lieu de région à plus de 1 500 km au nord-est de Bamako, considérée comme le berceau des Touaregs. Un coup politique. Dans ses meetings, il a martelé :

« Je ramènerai la paix et la sécurité. Je renouerai le dialogue entre tous les fils de notre nation. »

« **Le représentant du monde de l'argent** »

L'urgence sera notamment de conclure un accord avec les rebelles touareg du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), qui souhaite obtenir une autonomie sur une partie du Nord-Mali.

En comparaison, l'adversaire d'IBK est apparu comme le candidat de la finance. Dans L'Humanité, Aminata Traoré, ex-ministre de la Culture :

« Soumaïla Cissé, c'est pour nous le symbole, l'incarnation de la finance. Il en a été le ministre, il a dirigé l'Union économique et monétaire ouest-africaine, qui n'est rien d'autre qu'un instrument du système.

L'étalage de moyens financiers colossaux, durant sa campagne, a cruellement contrasté avec le chômage massif et l'extrême pauvreté. Il est apparu comme le représentant du monde de l'argent. »

4 Un Malien très parisien

A Paris, on a pris bien soin de ne pas afficher de préférence durant l'élection, mais la victoire d'IBK est bien vue.

Les responsables français connaissent bien Keïta et l'apprécient (Manuel Valls, Laurent Fabius ou Ségolène Royal seraient de son côté). Mais IBK a fait attention de ne pas apparaître comme le « candidat de la France ».

Keïta, membre de l'International socialiste, est très proche de la France où [il a vécu 26 ans](#). Il a fait ses études à Paris, au lycée Janson-de-Sailly et à la Sorbonne. Il est titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'un DEA en politique et relations internationales.

Après ses études, il est chargé de recherche au CNRS et enseigne les systèmes politiques du tiers-monde à l'université de Paris Tolbiac. De ses années parisiennes, il garde une réputation de noceur.

La France avait imposé un calendrier serré, elle est soulagée : le peuple malien s'est fortement mobilisé (même si le scrutin ne s'est pas déroulé [parfaitement en France](#), par exemple) et aucun acte de violence n'est venu perturber l'élection. Fabius se rendra à Bamako pour l'investiture du Président malien. En retour, [selon Le Parisien](#), celui-ci devrait choisir Paris pour son premier déplacement officiel, au cœur de l'été.

5 IBK parle de lui à la troisième personne

Keïta est resté très discret au moment du [coup d'Etat du 22 mars 2012](#) qui a renversé le président Amadou Toumani Touré, contrairement à Soumaïla Cissé qui avait fermement condamné ce putsch.

Fin tacticien, il avait pris soin de ne pas condamner le putsch militaire du capitaine Sanogo et de la junte, sans pour autant le cautionner.

[Selon la presse malienne](#), le capitaine Sanogo et ses co-auteurs estiment qu'ils « ont des chances d'être ménagés ou même d'être recasés ».

[Mais dans Libération](#), fin juin, IBK disait :

« Je veux une transition solide, pas avec des politiciens à la petite semaine ni avec des putschistes [...]. Sanogo ? On a voulu me faire passer pour un proche. Mais je ne suis pas stupide pour me laisser compromettre avec les militaires putschistes ! »

Ou au Monde [et à la troisième personne](#) :

« Je ne suis pas soutenu par les militaires, je suis soutenu par l'armée malienne dans son intégralité [...] IBK est fier de ce soutien des forces armées et des forces de sécurité du Mali, tous corps confondus. »

6 Le Président aux deux visages

Sa campagne de communication a été orchestrée par Havas et Voodoo, l'agence qui a accompagné Alassane Ouattara au cours de l'élection en Côte d'Ivoire en 2010.

Il était partout. Ses affiches de campagne le montraient soit [en costume occidental](#), soit en [gentil grand-père câlin vêtu de l'habit traditionnel](#) (il a quatre enfants). Le slogan écrit en capitales :

« IBK. Le Mali d'abord. »



Une affiche de Ibrahim Boubacar Keita, « pour le bonheur des Maliens », à Bamako le 1er août 2013 (Rebecca Blackwell/AP/SIPA)

Pourtant, le candidat au boubou bleu ciel n'a rien d'un papy gâteau... IBK sait, par exemple, très bien utiliser [les réseaux de sa femme](#), Keïta Aminata Maïga, connue pour son engagement pour l'environnement et qui préside la Fondation agir. Fille d'un ancien ministre des Finances, elle lui sert d'interface avec plusieurs mouvements de jeunes et de femmes.

En 2007, l'épouse du Président a été remerciée par la République et [a été décorée](#) par l'ambassadeur de France au Mali.

<http://www.rue89.com/2013/08/13/mali-six-choses-ignorez-surement-nouveau-president-244902>